

AVENANT N°7 AU MARCHE N°VM 201701-1

Avenant portant diverses mesures relatives à l'exploitation du service Velib'

ENTRE

Le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole sis 82 Boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS représenté par Mme Catherine BARATTI-ELBAZ en sa qualité de Présidente dûment habilitée à signer la présente en vertu de la délibération n°2017-098 de délégation de compétence en date du 12 octobre 2017, ci-après le « Pouvoir adjudicateur »,

ET

SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 6 312 000 euros, ayant son siège social 1 avenue du Général de Gaulle - 92074 PARIS la Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son Directeur Général, M. Jacques GREIVELDINGER, dûment habilité à signer la présente, ci-après le « Titulaire du marché ».

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire du marché, étant ci-après individuellement et/ou collectivement désignés par « Partie(s) ».

PREAMBULE

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) (Marché n° VM201701-1), au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

Par un avenant n° 1 du 31 juillet 2017 (« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du Marché.

Par un avenant n° 2 du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant n° 3 du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Par un avenant n° 4 du 14 décembre 2018 (« Avenant n°4 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités financières de l'exécution du marché ont été précisées.

Par un avenant n° 5 du 8 février 2019 (« Avenant n°5 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2018.

 

Par un avenant n° 6 du 22 janvier 2020 (« Avenant n° 6 au Marché n° VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2019.

Au regard de l'expérience de l'exploitation du service et au vu de dispositions imprévues au marché, les Parties se sont rapprochées afin de préciser ou compléter diverses dispositions contractuelles.

1 - Recettes complémentaires

Considérant que l'article 6.3 du Programme Fonctionnel Définitif – Clauses administratives (ci-après le PFDA), modifié par l'avenant n°4, portant sur les recettes complémentaires, prévoit la possibilité de principe d'autoriser le titulaire à percevoir des recettes complémentaires en plus des deux explicitement autorisées par le marché (nommage des stations et parrainage d'évènements),

Considérant que ce même article 6.3 dispose que les modalités d'exploitation des autres sources potentielles de recettes complémentaires seront définies conjointement par le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire du marché et donneront lieu à la passation d'un avenant déterminant les modalités précises de mise en œuvre et, le cas échéant, du reversement au Pouvoir adjudicateur associé,

Considérant l'intérêt commercial pour le développement du service Velib' de permettre à titre incitatif la prise en charge totale ou partielle par une personne morale de droit privé ou public (ci-après « l'Acheteur ») du prix d'un abonnement, du prix d'un Pass courte durée et/ou des crédits d'usage, via un code promotionnel,

Considérant le fait que l'exécution du présent Avenant par le Titulaire du marché ne peut se faire que par la mise en œuvre d'un dispositif additionnel dédié et d'un financement ad hoc et que ni l'un ni l'autre n'étaient prévus au PFDA,

Les Parties se sont en conséquence rapprochées afin de déterminer les modalités de mise en œuvre et le reversement au Pouvoir adjudicateur de ces nouvelles recettes complémentaires et sont convenues que les règles particulières de calcul de l'intéressement sont celles du présent Avenant complétant sur ce point l'article 6.3 du PFDA, modifié par l'avenant n°4.

2 – Vols et vandalisme

Considérant les modalités pratiques des déclarations de vol de vélos prévues à l'article 11 du PFDA, modifié par l'article 5 de l'avenant 4, et la lourdeur administrative des dépôts de plainte à effectuer dans un délai d'une semaine alors que de très nombreux vélos sont retrouvés dans un délai de six mois après leur disparition,

Les Parties se sont entendues pour préciser que les déclarations de vol de vélos seraient émises au plus tard dans un délai de six mois à compter de leur disparition.

Considérant ce même article 11 du PFDA qui prévoit que lorsque le nombre de vélos éligibles à l'indemnisation pour le vol et le vandalisme dépasse les 10% de la moyenne annuelle du nombre de vélos disponibles, le Titulaire du marché ne perçoit aucune indemnisation supplémentaire,

 

Considérant que le Syndicat encaisse toutes les recettes des usagers dont les pénalités prévues à l'article 10 des conditions générales d'accès et d'utilisation du système Velib' (CGAU) en cas de vol, de disparition et de dégradation du vélo, instituées en vue de participer à la charge de ces désagréments pesant sur le coût du service à la charge du Pouvoir adjudicateur,

Considérant qu'au-delà de la limite des 10 % du parc de vélos volés ou dégradés, les pénalités encaissées des usagers ne participent plus à la couverture de charges pour le Pouvoir adjudicateur,

Les parties sont convenues du reversement au Titulaire du marché des pénalités perçues des usagers et encaissées par le Pouvoir adjudicateur au titre du vol, de la disparition ou de la dégradation du vélo pour les vélos ne faisant pas l'objet d'une indemnisation dans le cadre de l'article 11 du PFDA modifié par l'article 5 de l'avenant n°4.

Considérant les dégradations constatées depuis l'ouverture du service sur les stations Velib' (points d'accroche et totems) et les dépenses annuelles importantes de remises en état assumées totalement par le Titulaire du marché,

Les Parties se sont rapprochées pour corriger l'absence d'indemnisation du Titulaire du marché prévue par le Pouvoir adjudicateur pour ces dégradations avec la création à l'article 11 du PFDA d'un dispositif indemnitaire plafonné à l'instar du dispositif existant pour l'indemnisation du vol et vandalisme, avec la création d'un prix nouveau du marché à inscrire à l'annexe n°1 de l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des prix unitaires » (BPU) afin de définir la base d'indemnisation du vandalisme des vélos-stations.

Les présentes modifications de l'article 11 du PFDA, modifié par l'article 5 de l'avenant 4, portent sur un montant cumulé estimé sur la durée du marché à 1% du montant total du marché initial.

3 - Pénalités

Considérant la lourdeur de gestion des modalités pratiques d'application des pénalités prévues à l'article 8 du PFDA et l'intérêt d'anticiper les mesures correctives éventuelles,

Les Parties sont convenues de modifier l'article 8 du PFDA modifié par l'avenant 4 afin d'une part, de préciser le rythme d'établissement des décomptes provisoires de pénalités établis par le Pouvoir adjudicateur au vu des procès-verbaux mensuels relatifs aux opérations de vérification des prestations liées à la mise en service de Velib' et ceux relatifs à la qualité de service et aux critères de performance prévus au marché et, d'autre part, de rajouter une clause de revoyure en cours d'année dès l'atteinte d'un montant cumulé estimé de pénalités défini conjointement dans le présent Avenant.

 

CELA ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant, fondé sur les articles 139-5 et 139-6 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, a pour objet :

- d'autoriser le Titulaire du marché à exploiter une nouvelle source de recettes complémentaires via la commercialisation de codes promotionnels et d'en déterminer les modalités de mise en œuvre et le reversement au Pouvoir adjudicateur conformément à l'article 6.3 du Programme Fonctionnel Définitif- Clauses administratives (PFDA) modifié par l'avenant n°4 ;
- de corriger l'article 11 du PFDA modifié par l'article 5 de l'avenant n°4,
 - o sur les délais de dépôts de plainte pour vols de vélos,
 - o sur le reversement au Titulaire du marché de la part des pénalités perçues des usagers et encaissées par le Pouvoir adjudicateur au titre du vol, de la disparition ou de la dégradation du vélo pour les vélos ne faisant pas l'objet d'une indemnisation dans le cadre de l'article 11 du PFDA modifié par l'article 5 de l'avenant n°4 ;
- de compléter l'article 11 du PFDA modifié par l'article 5 de l'avenant n°4, par un dispositif d'indemnisation du vandalisme des vélos-stations (points d'accroche et totems), avec la création d'un prix nouveau du marché à inscrire au chapitre 10 de l'annexe n°1 de l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des prix unitaires » (BPU) afin de définir la base d'indemnisation du vandalisme des vélos-stations ;
- de préciser à l'annexe 1 du PFDA le rythme d'établissement des décomptes provisoires de pénalités établis au vu des procès-verbaux mensuels relatifs aux opérations de vérification des prestations liées à la mise en service de vélos en libre-service dans le cadre du marché et ceux relatifs à la qualité de service et aux critères de performance prévus au marché ;
- de prévoir à l'annexe 1 du PFDA une clause de revoyure en cours d'année entre le Titulaire du marché et le Syndicat dès l'atteinte d'un montant cumulé estimé de pénalités dues par le Titulaire du marché, arrêté dans le présent avenant.

Article 2 : Modification de l'article 6.3 du PFDA modifié par l'avenant 4

L'article 6.3 du PFDA est complété par ce qui suit, étant précisé que les alinéas précédents de l'article 6.3 demeurent inchangés :

« Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Pouvoir adjudicateur autorise le Titulaire du marché à exploiter une troisième source de recettes complémentaires par l'intermédiaire de la commercialisation de codes promotionnels à des personnes morales de droit privé ou public (ci-après « l'Acheteur »).



Dans le cadre d'opérations promotionnelles et commerciales, l'Acheteur, lié au Titulaire du marché par un contrat commercial (ci-après « le Contrat ») peut prendre en charge, sur une période précise, tout ou partie du tarif en vigueur d'un abonnement annuel payant, du tarif en vigueur d'un Pass courte durée et/ou des crédits de temps d'usage payant aux tarifs correspondants en vigueur, permettant de prendre des vélos mécaniques ou électriques, via un code promotionnel lui-même valable sur une durée définie préalablement.

Ces codes promotionnels, selon les caractéristiques retenues au Contrat, ont vocation à être offerts par l'Acheteur à des usagers qu'il aura désignés pour la souscription d'un abonnement ou d'un Pass courte durée et/ou pour des crédits de temps d'usage payant. L'utilisateur Velib' qui bénéficie de ces codes promotionnels reste redevable des montants non pris en charge par l'Acheteur lors de l'achat du code promotionnel, aux tarifs en vigueur d'abonnement et d'usages correspondants.

Le Titulaire du marché assure la commercialisation des codes promotionnels à des personnes morales de droit privé ou public dans des modalités contractuelles définies par des conditions générales de vente approuvées par le Pouvoir adjudicateur.

Chaque Contrat précise notamment les caractéristiques des codes promotionnels (taux de prise en charge par l'Acheteur, abonnements ou usages concernés...), la durée de l'opération de promotion et de validité des codes, le volume acquis et le montant facturé. Chaque contrat est soumis à l'accord du Pouvoir adjudicateur avant signature.

Le Titulaire du marché peut accorder des remises commerciales pour l'achat en grand nombre de codes promotionnels dans la limite de 20 % de la valeur des abonnements et/ou usages concernés.

Le Titulaire encaisse l'ensemble des recettes de commercialisation de codes promotionnels ci-après « les Recettes encaissées » et les reverse intégralement au pouvoir adjudicateur.

Le reversement des Recettes encaissées s'effectue semestriellement pour leur montant total TVA comprise. Le Titulaire du marché remet au Pouvoir adjudicateur sous quinze jours un état détaillé des Recettes encaissées sur le semestre arrêtées successivement au 30 juin puis au 31 décembre de chaque année avec une copie des factures correspondantes. Le Pouvoir adjudicateur émet le titre de recettes correspondant.

Le Titulaire du marché est intéressé sur le montant hors taxe des Recettes encaissées au titre de la commercialisation des codes promotionnels avec un taux d'intéressement fixé à 35 %.

L'intéressement est versé deux fois par an, par semestre, sur la base de l'état détaillé des Recettes encaissées sur le semestre échu arrêtées successivement au 30 juin puis au 31 décembre de chaque année. Le versement devra intervenir au plus tard au 31 mars N pour le semestre échu au 31 décembre N-1 et au 30 septembre N pour le semestre échu au 30 juin N.

Le Titulaire du marché remet au Pouvoir adjudicateur au plus tard au 31 mars de l'année N+1, une attestation d'un commissaire aux comptes certifiant le montant détaillé des Recettes encaissées sur l'année N. Une régularisation sur le montant des recettes encaissées et sur l'intéressement intervient le cas échéant au plus tard au 30 juin de l'année N+1. »

 

Article 3 : Modification de l'article 11 du PFDA modifié par l'avenant 4

Article 3-1

La première phrase du deuxième paragraphe de l'article 11 du PFDA modifié par l'avenant 4 :

« Le vélo est considéré volé, si la déclaration de vol est émise dans un délai d'une semaine et si le vélo n'est pas retrouvé dans un délai de six mois »

est remplacée par :

« Le vélo est considéré volé, s'il n'est pas retrouvé dans un délai de six mois et si une déclaration de vol est émise au plus tard au terme de ce délai. »

Article 3-2

A la suite du paragraphe de l'article 11 du PFDA modifié par l'avenant 4, suivant :

« Si le nombre de vélos éligibles est supérieur à 10 % de la moyenne annuelle du nombre de vélos disponibles dans le type donné, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation supplémentaire.

il est rajouté le paragraphe suivant :

« Les pénalités perçues des usagers et encaissées par le Pouvoir adjudicateur au titre du vol, de la disparition ou de la dégradation du vélo pour les vélos ne faisant pas l'objet d'une indemnisation dans le cadre de l'article 11 du PFDA modifié par l'article 5 de l'avenant n°4, sont reversées au Titulaire du Marché sur la base de l'état détaillé des pénalités perçues des usagers et des vélos concernés.

La facture de reversement desdites pénalités est établie en juillet de chaque année pour l'année précédente et réglée dans les 30 jours de son émission. La facture ne sera pas soumise à TVA.

Article 3-3

Le premier alinéa de l'article 11 du PFDA modifié par l'article 5 de l'avenant n°4, est remplacé par :

“Le montant de l'indemnisation au titre du vol et vandalisme des vélos est versé au second semestre de chaque année au titre de l'année précédente.”

A la fin de l'article 11 du PFDA modifié par l'article 5 de l'avenant n°4, sont rajoutés les paragraphes suivants :

« Une vélo-station est considérée comme vandalisée lorsque cette dernière a subi des dégradations volontaires causées par une tierce personne non identifiée la rendant totalement ou partiellement hors d'usage et nécessitant le remplacement de tout ou partie de ses équipements.

Une vélo-station vandalisée est éligible à indemnisation si un dépôt de plainte a été effectué par le Titulaire du marché dans un délai de quinze jours après le constat d'une dégradation établie de manière contradictoire avec le Syndicat.

L'indemnisation sera possible pour les seuls cas où le tiers responsable reste non identifié après un délai de 12 mois à compter de la date du dépôt de plainte.

Le Titulaire du marché transmet au Pouvoir adjudicateur l'état au 30 juin et au 31 décembre de l'année N+1 des équipements et vélos-stations vandalisés respectivement au premier et au second semestre de l'année N, avec l'ensemble des éléments nécessaires à la prise en compte du vandalisme (constat contradictoire, dépôt de plainte, fiche d'intervention).

Ces états sont convertis pour chaque semestre en équivalent vélo-station sur la base du barème arrêté par le Pouvoir adjudicateur par Ordre de service fixant la part de chacun des équipements constituant une vélo-station (totem et points d'accroche) susceptibles d'être vandalisés.

Lorsque le montant pour l'année N des travaux nécessaires à la remise en état des vélos-stations vandalisées est inférieur à cinq pour mille (5‰) de la valeur de l'ensemble des vélos-stations en service sur l'année considérée et calculée par application des prix FP1 et FP2 du chapitre 2a du BPU, le Titulaire du marché perçoit une indemnisation égale à la moitié des sommes engagées pour la remise en état des vélos-stations établie par application des prix I3 et I4 du BPU.

Si le montant pour l'année N des travaux nécessaires à la remise en état des vélos-stations vandalisées est supérieur à cinq pour mille (5‰) de la valeur de l'ensemble des vélos-stations en service sur l'année considérée et calculée par application des prix FP1 et FP2 du chapitre 2a du BPU, le Titulaire du marché perçoit une indemnisation plafonnée à un montant égal à 2,5‰ de la valeur de l'ensemble des vélos-stations en service sur l'année considérée et calculée par application des prix FP1 et FP2 du chapitre 2a du BPU.

Les prix indiqués au BPU sont révisables selon les dispositions prévues à l'article 6.1.2. du PFDA

La facture pour indemnisation des vélos-stations vandalisées est établie dans le mois qui suit la transmission de l'état semestriel du vandalisme des vélos-stations et réglée dans les 30 jours de son émission. La facture ne sera pas soumise à TVA. »

Article 4 : Création de prix nouveaux à l'annexe n°1 de l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des prix unitaires (BPU) ».

Le chapitre 10 de l'annexe n°1 de l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des prix unitaires (BPU) » « Base de l'indemnisation du vol et vandalisme » est complété des prix nouveaux suivants :

« I3 : Vélo-station avec génie civil (hors points d'accroche) »	Par station	17 462 €
I4 : Point d'accroche - vélo-station avec génie civil	Par station	1 347 € »

Article 5 : Modification de l'article 8 du PFDA modifié par l'avenant 4

L'article 8 du PFDA est modifié comme suit :

Le 4^{ème} alinéa suivant est supprimé :

« Si des pénalités sont applicables au titre du mois M, le pouvoir adjudicateur émet un titre exécutoire correspondant aux pénalités dans les 10 jours qui suivent la fin du mois M. La créance est payable à 30 jours par le titulaire. »

 
7 sur 8

Il est remplacé par :

« Le Pouvoir adjudicateur établit chaque fin de trimestre un décompte provisoire de pénalités dues par le Titulaire du marché au vu des procès-verbaux mensuels relatifs aux opérations de vérification des prestations liées à la mise en service de Velib' et des procès-verbaux mensuels relatifs à la qualité de service et aux critères de performance prévus au marché.

Le pouvoir adjudicateur émet un titre exécutoire correspondant pour cette créance payable à 30 jours par le titulaire. »

Il est ajouté à la fin de l'article 8 du PFDA modifié par l'avenant 4 :

« Une clause de revoyure est arrêtée entre le Titulaire du marché et le Pouvoir adjudicateur dès que les pénalités estimées au vu des procès-verbaux mensuels relatifs aux opérations de vérification des prestations liées à la mise en service de Velib' et des procès-verbaux mensuels relatifs à la qualité de service et aux critères de performance prévus au marché atteignent sur l'année un montant total cumulé de 6 millions d'euros. »

Article 6 : Autres dispositions

Les dispositions du marché public initial et de ses avenants non contraires aux dispositions contenues dans le présent Avenant sont inchangées et demeurent en vigueur.

Le présent avenant prend effet au jour de sa notification par le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole à la Société SMOVENGO, après sa transmission au contrôle de légalité.

Fait à en deux exemplaires

Pour le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole

Madame Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Présidente du Syndicat

A Paris, le 23/01/2020



Baratti-Elbaz

Pour SMOVENGO SAS

Monsieur Jacques GREIVELDINGER, Directeur général de SMOVENGO

A Paris, le 23/01/2020

Greiveldinger